



AgEcon SEARCH
RESEARCH IN AGRICULTURAL & APPLIED ECONOMICS

The World's Largest Open Access Agricultural & Applied Economics Digital Library

This document is discoverable and free to researchers across the globe due to the work of AgEcon Search.

Help ensure our sustainability.

Give to AgEcon Search

AgEcon Search

<http://ageconsearch.umn.edu>

aesearch@umn.edu

*Papers downloaded from **AgEcon Search** may be used for non-commercial purposes and personal study only. No other use, including posting to another Internet site, is permitted without permission from the copyright owner (not AgEcon Search), or as allowed under the provisions of Fair Use, U.S. Copyright Act, Title 17 U.S.C.*

No endorsement of AgEcon Search or its fundraising activities by the author(s) of the following work or their employer(s) is intended or implied.

Evolution des besoins de formation dans l'enseignement supérieur agronomique et agro-alimentaire des pays d'Europe centrale

M Philippe Ruffio, Christian Mouchet, Jean Barloy

Citer ce document / Cite this document :

Ruffio Philippe, Mouchet Christian, Barloy Jean. Evolution des besoins de formation dans l'enseignement supérieur agronomique et agro-alimentaire des pays d'Europe centrale. In: Économie rurale. N°214-215, 1993. La fin du collectivisme agricole à l'Est : une nouvelle donne pour l'Europe ? Session de printemps 1992 organisée par Mme Simone Nidenberg et M. Alain Pouliquen. pp. 49-53;

doi : <https://doi.org/10.3406/ecoru.1993.4531>

https://www.persee.fr/doc/ecoru_0013-0559_1993_num_214_1_4531

Fichier pdf généré le 08/05/2018

Abstract

The evolution of needs for training in agro-food and agricultural sciences in the central european countries

The restructuring of agriculture in Central Europe has left in its wake new needs for professional people, both in beginner training and continuing education. Such engineers and technicians must be able to help in the formation of new farmers, guide them, organise producers, and contribute to the processing and distribution of products. For the face of this need, the existing university system possesses a great potential in both physical capacity and academic staff. The main problems are the reconversion necessary to obtain adapted cursus for the new objectives ; openings on the professional market ; low financial means and the absence of a society project concerning the future of the higher education system.

Résumé

La restructuration de l'agriculture dans les pays d'Europe Centrale entraîne l'apparition de nouveaux besoins en formation de cadres, aussi bien formation initiale que continue. Ces ingénieurs et techniciens devront pouvoir accompagner la constitution d'unités nouvelles, les encadrer, organiser les producteurs et contribuer à la transformation/distribution des produits. Dans ce contexte, l'appareil universitaire existant dispose d'un potentiel important, en capacité d'accueil et en formateurs. Les principaux problèmes sont la reconversion vers des formations adaptées aux nouveaux objectifs, l'ouverture sur le monde professionnel, la faiblesse des moyens financiers et l'absence d'un projet de société concernant l'avenir du système universitaire.

EVOLUTION DES BESOINS DE FORMATION DANS L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR AGRONOMIQUE ET AGRO-ALIMENTAIRE DES PAYS D'EUROPE CENTRALE¹

Philippe RUFFIO*, Christian MOUCHET* et Jean BARLOY*

Résumé :

La restructuration de l'agriculture dans les pays d'Europe Centrale entraîne l'apparition de nouveaux besoins en formation de cadres, aussi bien formation initiale que continue. Ces ingénieurs et techniciens devront pouvoir accompagner la constitution d'unités nouvelles, les encadrer, organiser les producteurs et contribuer à la transformation/distribution des produits. Dans ce contexte, l'appareil universitaire existant dispose d'un potentiel important, en capacité d'accueil et en formateurs. Les principaux problèmes sont la reconversion vers des formations adaptées aux nouveaux objectifs, l'ouverture sur le monde professionnel, la faiblesse des moyens financiers et l'absence d'un projet de société concernant l'avenir du système universitaire.

THE EVOLUTION OF NEEDS FOR TRAINING IN AGRO-FOOD AND AGRICULTURAL SCIENCES IN THE CENTRAL EUROPEAN COUNTRIES

Summary :

The restructuring of agriculture in Central Europe has left in its wake new needs for professional people, both in beginner training and continuing education. Such engineers and technicians must be able to help in the formation of new farmers, guide them, organise producers, and contribute to the processing and distribution of products. For the face of this need, the existing university system possesses a great potential in both physical capacity and academic staff. The main problems are the reconversion necessary to obtain adapted cursus for the new objectives ; openings on the professional market ; low financial means and the absence of a society project concerning the future of the higher education system.

INTRODUCTION

Deux ou trois ans après le début du processus de démocratisation et d'ouverture des frontières, les pays d'Europe Centrale et Orientale se trouvent confrontés à de graves problèmes de formation, de l'ouvrier spécialisé à l'ingénieur. Ceci est particulièrement vrai dans le domaine agricole et agro-alimentaire, tant le secteur primaire joue un rôle économique et social important dans ces pays en 1989 (le poids de l'agriculture dans le PNB est de 13% en Pologne, 19% en Hongrie ; la part des actifs agricoles dans les actifs totaux est respectivement de 28 et 20%).

L'outil de production agricole (structures d'exploitations, équipements, main-d'œuvre) y est en effet soit vétuste ou obsolète, soit complètement inadapté aux nécessités de l'heure. L'agriculture y présente un faible degré

de performance, aussi bien technique qu'économique, la qualité des produits n'est pas conforme aux normes communément admises dans l'Europe de l'Ouest, et l'environnement subit de sérieuses dégradations du fait des pratiques agronomiques usitées.

Le même diagnostic est formulé par les experts sur la structuration des filières agro-alimentaires : inorganisation des producteurs dans certains cas, industries de transformation mal équipées et peu efficaces, stockage et conditionnement problématiques, distribution mal organisée. Enfin, le monde rural souffre également d'un mode de structuration sociale et de l'espace hérité d'une période d'industrialisation de l'agriculture : gestion insuffisante de l'emploi des espaces ruraux, équipements collectifs absents ou inadaptés, retard de développement des zones rurales...

*Ecole Nationale Supérieure Agronomique de Rennes - 65, rue St-Brieuc - 35042 Rennes cedex.

1. Contrat financé par la Commission des Communautés Européennes dans le cadre du programme Tempus.

La construction d'une nouvelle agriculture sera une œuvre de longue haleine, d'autant plus que beaucoup d'espoirs sont mis dans ce secteur ; les enjeux principaux sont le maintien de l'emploi (mais pas du suremploi), l'émergence d'une capacité exportatrice, la constitution d'une base d'accumulation pour le développement économique.

Dans ce processus, et surtout si l'on s'inscrit dans la longue durée, la formation des hommes joue un rôle essentiel. Nous voudrions tenter de montrer comment se formule aujourd'hui la demande de formation dans le domaine de l'enseignement supérieur agronomique, agro-alimentaire et vétérinaire de ces pays. Ce sera l'objet de la première partie de cette note. Dans un second temps, nous tenterons d'analyser comment l'appareil existant peut répondre à cette demande et nous envisagerons les limites structurelles et institutionnelles à cette évolution.

Ces réflexions s'appuient sur des travaux réalisés dans le cadre d'une série de missions effectuées pendant l'automne 1991 et début 1992, en Hongrie et en Pologne, auprès des principales académies et universités d'agriculture, des ministères de tutelle et des organismes professionnels de ces pays. Ces missions étaient financées par la Commission des Communautés Européennes, dans le cadre du programme TEMPUS.

1 - LA DEMANDE DE FORMATION INDUITE DANS L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR PAR LA RESTRUCTURATION DE L'AGRICULTURE

Hormis les disciplines étroitement liées à l'existence d'une économie de marché (comme par exemple le commerce ou le marketing), tous les secteurs disciplinaires de formation des agronomes et des ingénieurs agro-alimentaires existent dans les organigrammes des Universités et des Facultés.

Plutôt que de faire l'inventaire des disciplines à implanter ou à conforter, nous préférons identifier quelques profils d'ingénieurs qui semblent indispensables pour mener à bien les réformes dans quatre grands domaines.

1.1. La constitution d'unités de production nouvelles

Le problème posé ici est double puisqu'il s'agit de déterminer les modalités juridiques, économiques, sociales et techniques de ce que l'on appelle de manière un peu restrictive la privatisation, mais aussi de former des ingénieurs aptes à mettre en œuvre la réforme ainsi décidée.

Il y a donc nécessité de former un ensemble d'ingénieurs et techniciens qui puissent à la fois être partie prenante de la réflexion sur la nouvelle agriculture et construire des modèles d'entreprises agricoles et rurales dont ils veilleront à la mise en œuvre.

D'un point de vue concret, plusieurs points sont à envisager :

- la restructuration du facteur foncier suppose des opérations sur le cadastre. Le juriste y est obligatoirement accompagné par l'agronome, en particulier pour la prise en compte de la fertilité des sols. En Pologne, les terres dé-

tenues par les fermes d'Etat et les coopératives représentent 4,4 millions d'ha ; en Hongrie, 6 millions d'ha. Les terres en propriété individuelle peuvent également être concernées (respectivement 14,6 et 0,5 millions d'ha).

- en matière de techniques productives, d'organisation et d'emploi de la main-d'œuvre, la constitution de nouvelles unités relève typiquement des compétences de l'ingénieur agronome polyvalent. Dans le cadre des options fixées par le débat politique national, lui seul peut répondre aux questions du type : quelle taille en superficie, quelle dimension d'atelier, quelle irrigation, etc...

- sur les formes d'organisations juridiques, économiques et sociales, nécessairement souples et multiples, l'avis de l'ingénieur agronome doit compléter celui du juriste sur les points suivants : nombre d'associés et formules sociétaires, exploitation familiale ou salariale (ou maintien des fermes d'Etat car le débat n'est toujours pas tranché dans certains pays), modalités techniques du démantèlement des grandes exploitations étatiques. Par exemple en Hongrie, il est envisagé de créer des entreprises salariales de quelques centaines d'hectares, mais aussi des exploitations familiales inférieures à 50 ha.

1.2. L'encadrement technique et économique de l'agriculture

Nous entendons ici par le terme "encadrement", l'ensemble de ce qu'il est convenu d'appeler le "développement agricole".

Dans les exploitations étatisées et les coopératives agricoles de grande dimension (c'est-à-dire la quasi-totalité de la production en Hongrie, mais par contre, une part modeste en Pologne), ces tâches étaient assurées pour l'essentiel, par des ingénieurs spécialisés, employés à plein temps dans un seul domaine. Dans un premier temps et de façon urgente, l'adaptation de ces cadres, pour ceux qui restent employés dans le domaine agricole, fait appel à une formation de recyclage. Ceci suppose également que soient créées des structures pouvant les recruter, puisque la privatisation (ou le démantèlement) des grandes exploitations supprime de facto leur poste de travail.

La formation initiale de conseillers agricoles devrait fournir des diplômés dans tous les domaines techniques : agronomie, pédologie, élevage, machinisme, etc... ainsi que dans les domaines financiers (crédit agricole) et économique (conseillers de gestion). Ces ingénieurs ont pour rôle d'aider à la mise en place des exploitations nouvelles ou au développement des anciennes, à formuler un diagnostic sur leurs performances techniques et économiques, et enfin, à construire des projets de modernisation.

Ce type de travail requiert des capacités d'analyse économique et sociale des exploitations conseillées. En Pologne, la tradition de conseil à des exploitations familiales privées existe, ce qui n'est pas le cas en Hongrie, mais il semble nécessaire de la renforcer. Certaines estimations font état de 25 000 agents de développement pour deux millions et demi d'exploitations familiales avant 1989. A titre de comparaison et en prenant les pré-

cautions d'usage, il y avait en France à peu près à la même époque environ 20 000 personnes, pour un effectif d'exploitations familiales d'un million environ (AFIP - FPH, 1992).

1.3. L'organisation des producteurs et la concentration de l'offre

Là aussi, on peut opérer une distinction entre le cas où les petits producteurs familiaux jouaient un rôle important (Pologne) et le cas inverse.

Dans le premier, il n'existait pas dans la situation d'avant 1989 de structuration économique des producteurs ; seule existait une structuration à caractère politique ou syndical imposée par le pouvoir, ou plus tard, de libre adhésion mais dirigée contre le pouvoir en place (Solidarité Rurale en Pologne). L'autoconsommation familiale et les marchés locaux (voire l'économie souterraine) absorbaient une grande partie du produit des exploitations familiales traditionnelles.

La mise en place des règles de l'économie de marchés impose à tous les producteurs indépendants (anciens, comme ceux évoqués ci-dessus ou nouveaux, suite aux privatisations), de se mettre en situation d'être des acteurs économiques sur ces marchés. L'organisation des marchés requiert des ingénieurs et cadres formés à différentes tâches :

- relations avec les producteurs en amont, conseil et diffusion des techniques, structuration de groupements de producteurs,
- organisation et logistique,
- mise en marché, marketing, relations avec les industries transformatrices, constitution de filières et d'interprofessions,
- etc...

1.4. Transformation et distribution des produits agro-alimentaires

En matière de transformation des produits agricoles, l'accent est mis par les responsables politiques et économiques sur un aspect technique et un aspect économique.

Techniquement, la modernisation suppose le renouvellement des équipements et la création d'unités nouvelles, y compris dans le domaine du stockage, de la conservation, du conditionnement. Les ingénieurs travaillant dans ces unités doivent être spécialisés, notamment en process et en qualité. Ils doivent aussi maîtriser les langues des pays de l'Europe de l'Ouest.

Economiquement, on retrouve pour les industries agro-alimentaires le problème de la transition à l'économie de marché : retour à l'autonomie dans le cadre d'une politique alimentaire, obligation de rentabilité à terme, satisfaction de la demande. Les cursus des universités agronomiques peuvent former, dans cet objectif, des ingénieurs chargés des relations avec les fournisseurs ou du marketing à l'aval, ainsi que des managers, en concurrence avec d'autres formations.

Dans la distribution, les agronomes cèdent la place à des spécialistes du commerce et de la gestion. Ce dernier constat permet de ramener à sa juste dimension la requête constante d'une formation en marketing et à l'économie de marché.

2 - LES CONDITIONS DE L'EVOLUTION DE L'APPAREIL D'ENSEIGNEMENT ET SES LIMITES

L'enseignement supérieur des pays d'Europe Centrale est actuellement l'objet de l'attention des organismes internationaux (Banque mondiale), des ministères de tutelle et des professionnels, afin de définir les conditions et les modalités de son évolution. L'ensemble de ces réflexions se cristallise en fait autour de quatre thèmes que nous analyserons successivement.

2.1. La nécessité d'une politique nationale et d'une stratégie des établissements

Le nouveau contexte impose actuellement la redéfinition du cadre législatif, réglementaire et institutionnel de l'enseignement en général et supérieur en particulier. Les gouvernements se sont attelés à cette tâche et les parlements ont déjà été saisis (ou doivent l'être) de propositions de nouveaux textes. Malheureusement, l'enseignement est rarement une priorité immédiate et ces dossiers ont tendance à piétiner.

Trois axes sont au cœur des discussions :

- *La définition des missions de l'université*, dans la mesure où les régimes antérieurs avaient tenté de les limiter à l'enseignement, tandis que la recherche et le développement étaient confiés à des institutions spécialisées et indépendantes des universités, sur le modèle soviétique (les Académies des Sciences et les Instituts de développement).
- *La question de l'autonomie universitaire*, qui fait l'objet de larges débats au sein de la communauté académique. Le principe en est désormais acquis, voire déjà écrit dans les textes, mais les modalités ne sont pas encore précisées.
- *Une politique globale* de l'enseignement supérieur fait encore défaut. Compte tenu du chômage actuel, d'une infrastructure universitaire importante et plutôt surdotée (ratio étudiants/enseignants de l'ordre de 5) et d'un taux de scolarisation inférieur à la moyenne des pays occidentaux, l'opinion générale semble être en faveur d'un développement de l'enseignement supérieur.

Néanmoins, les incertitudes de la politique économique, l'absence d'une appréhension précise des besoins de formation pour l'avenir et les rigidités du système, rendent difficile l'élaboration d'un schéma d'organisation de l'enseignement universitaire. En particulier, il s'agit de préciser la place respective que doivent y trouver les formations supérieures longues et courtes, ces dernières ayant été les laissées pour compte de la période antérieure, alors que toutes les analyses sur les perspectives du marché de l'emploi soulignent les besoins à ce niveau. Parallèlement, c'est la question des moyens qui est posée et celle de la paupérisation croissante de l'université dans un contexte inflationniste et de maîtrise des dépenses budgétaires.

Dans le domaine agricole, l'absence de politique et les interrogations sur les structures futures de l'agriculture rendent les scénarios encore plus difficiles, quand des questions institutionnelles comme la tutelle (ministère de l'Agriculture, ministère de l'Éducation Nationale) ne se posent pas. L'excès relatif de diplômés dans les spécialités typiquement agricoles rend par ailleurs les réformes urgentes.

2.2. L'adaptation des projets pédagogiques

L'analyse de la situation actuelle et des projets en cours de discussion permettent de repérer les problèmes cruciaux de l'adaptation des projets pédagogiques. La problématique générale porte notamment sur les conditions et les moyens d'un élargissement des domaines de compétence et de formation hors du champ de l'agronomie classique.

- La refonte des *parcours de formation* doit favoriser l'émergence de cursus courts et l'accroissement de la sélection à l'entrée. Les établissements élaborent actuellement des schémas (formations courtes en 2 ou 3 ans, longues en 5, 3+2, 4+1, 4+2...) où les partis pris de l'excellence et des intérêts de la communauté enseignante ne correspondent pas nécessairement aux impératifs du marché de l'emploi. Les systèmes occidentaux (anglo-saxons et germaniques en particulier) servent de référence obligée.

- *Le constat de carence* en matière de compétence est un deuxième souci de préoccupation. Il touche les disciplines directement liées à l'économie de marché (droit, gestion, économie, sciences sociales), à la modernisation de l'appareil de production (sciences et technologies agro-alimentaires) mais aussi au développement nécessaire des approches pluri-disciplinaires, quand la formation antérieure était très spécialisée.

- Le développement des activités de *formation continue* (en réponse à l'énorme besoin de recyclage, de formation professionnelle et de promotion sociale des agriculteurs et des cadres), et de *la vulgarisation* en collaboration avec les structures professionnelles ou étatiques, est un nouvel enjeu pour les établissements.

Plus généralement, se pose la question de l'insertion de l'université dans le monde économique et social et des modalités de contacts avec les professionnels (agricoles et industriels) et les collectivités locales. C'est une nouvelle alternative aux relations exclusives du passé avec les systèmes productifs étatisés.

- Les *innovations pédagogiques* (réduction des volumes horaires hebdomadaires de 40 à 25 heures environ, développement des matières optionnelles et de l'enseignement des langues, accroissement des travaux personnels et de terrain, extension des examens écrits...) ne visent pas tant à améliorer le niveau scientifique des étudiants (qui est bon) que de développer leur autonomie, leur capacité d'initiative, leur motivation et leur participation active au processus de formation.

2.3. La mise en place d'une politique de la recherche dans les universités

L'université s'est vue dépossédée, dans la période précédente, d'une partie de ses prérogatives en la matière. Par ailleurs, les établissements disposent de moyens insuffisants et en outre ceux-ci diminuent.

La politique à mettre en place doit répondre à la question de l'adéquation des efforts de recherche à la demande sociale et des modalités de partenariat avec le secteur privé, beaucoup plus enclin actuellement à tourner ses regards vers l'Ouest. L'avenir de la recherche universitaire passe par une meilleure gestion des moyens existants et/ou l'intensification des relations avec les centres de recherche et instituts dépendants de l'Académie des Sciences ou des Ministères techniques.

2.4. La contrainte des moyens

La question des moyens est au centre des préoccupations, dans des économies au bord de l'asphyxie et en peine d'envisager des financements et des investissements de long et moyen termes. Les contraintes sont à la fois structurelles, humaines et financières.

Ces pays disposent actuellement d'une infrastructure de formation importante, en nombre d'universités (6 universités agronomiques, agro-alimentaires, vétérinaires et sylvicoles en Hongrie, 9 en Pologne), en encadrement et en nombre d'étudiants formés (3000 à 5000 étudiants par institution le plus souvent). Dans l'ensemble, elles ne nécessitent que quelques réfections et une modernisation des équipements, mais le pari actuel est de réussir l'amélioration de l'efficacité du système en introduisant des méthodes de gestion nouvelles, en réduisant la bureaucratie, en augmentant la productivité du travail académique et administratif et en réorganisant éventuellement les structures (facultés, instituts, chaires).

Le corps enseignant est nombreux mais vieillissant, et les universités connaissent des difficultés de recrutement liées en grande partie à la modicité des salaires et à la précarité actuelle des emplois. Les conditions de motivation et d'implication ne sont donc pas réunies pour garantir le succès des projets, d'autant plus que la hiérarchie reste forte. Les enseignants paraissent plutôt préoccupés par leurs activités de recherche et d'expertise (qui leur assurent promotion et rétribution financière), au détriment de la pédagogie et de l'enseignement.

La formation continue des enseignants est un problème crucial. Les besoins sont hétérogènes selon les disciplines : simple remise à niveau (sciences fondamentales), réorientation de la problématique (disciplines techniques), formation nouvelle (sciences sociales).

Enfin, se pose le problème des moyens financiers. En effet, dans le meilleur des cas, les projets doivent être réalisés avec des moyens constants.

CONCLUSION

Les pays d'Europe Centrale et Orientale (et en particulier la Pologne et la Hongrie) ont une tradition, disposent

d'un potentiel de formation important et de qualité dans le domaine de l'enseignement supérieur agronomique et agro-alimentaire. Le nouveau contexte politique et économique doit néanmoins se traduire dans les prochaines années par une adaptation de l'enseignement aux nouvelles exigences du développement de la filière agro-alimentaire.

Naguère orienté vers une formation élitiste (priviliégiant les formations longues au détriment des cursus courts) de cadres de la production relativement spécialisés, le système doit évoluer plus qualitativement que quantitativement vers un élargissement de ses domaines de compétence, hors du champ de l'agronomie classique et vers des démarches à caractère pluridisciplinaire et de synthèse.

Dans les années à venir, les fonctions de service et d'encadrement se développeront dans la sphère agricole

tandis que le secteur de la transformation restera demandeur de technologues. Parallèlement, les universités seront mises au défi de répondre à la demande croissante en techniciens et en formation continue, à l'intention des cadres et des agriculteurs actuellement en activité (souvent dans le secteur public) et devant se recycler pour conserver un emploi ou s'adapter aux nouvelles conditions de son exercice.

Les gouvernements et les établissements réfléchissent aux moyens d'assurer cette transition mais les contraintes financières et humaines sont lourdes. L'aide internationale apparaît souvent comme une panacée, mais cette stratégie ne doit pas masquer la nécessaire et indispensable mobilisation des forces économiques et sociales de ces pays autour d'un projet de formation.

BIBLIOGRAPHIE

ASSOCIATION POUR LA FORMATION ET L'INFORMATION PAYSANNE (AFIP) FONDATION POUR LE PROGRES DE L'HOMME (FPH) (1992). - **L'agriculture polonaise en reconstruction**. Paris, mai 1992, 99 pages.

BONNES G., BOULET M., FORGEARD G., LE NORCY Y., LACOMBE Ph. (1990); - **Mission sur l'enseignement agricole en Pologne**. Rapport de Mission (24-29 avril 1990), INRAP Dijon, 31 pages.

COMMISSION DES COMMUNAUTES (1991). - Situation, tendances et perspectives de l'agriculture en Hongrie. **Série Documents**. Office des publications officielles des Communautés Européennes, Luxembourg, 133 pages.

ERTSEY I. (1990). - **L'enseignement agricole en Hongrie**. - Document photocopié, Académie d'Agriculture de Debrecen, 21 pages.

HOPFER A., KAMINSKI W., NIETUPSKI T. (Dir.) (1991). - Education, Research and extension. Poland Agriculture Sector Adjustment Loan. Report for the **World Bank**.

KOZMA T. (1990). - Higher Education in Hungary : facing the political transition. **European Journal of Education**, vol. 25, n°4, p. 379-390

KWIATKOWSKI S. (1990). - Survival through Excellence : prospects for the Polish University. **European Journal of Education**, vol. 25, n°4, p. 391-398

LHOMEL E. et SCHREIBER T. (Dir.) (1991). - **L'Europe centrale et orientale, de l'espoir aux réalités**. Ed. 1991, Doc. Française, Paris, 295 pages.

MARTYNIAK J. (1990). - **L'enseignement agricole en Pologne**. Document photocopié, Ministère de l'agriculture, Varsovie, 9 pages

MINISTERE HONGROIS DE L'AGRICULTURE (1991). - **The government's agricultural policy and program**. Budapest, oct. 1991, 51 pages.

PETRASOVITS I. (1990). - **Les contraintes fondamentales du développement des Universités de Hongrie**. Université Agronomique de Gödöllő, Document photocopié, 41 pages.

POLISH - EUROPEAN COMMUNITY - WORLD BANK - TASK FORCE (1991). - **An agricultural strategy for Poland**; Banque Mondiale, Bureau de Paris, 326 pages.

REITZER D. (1991). - **Propositions pour un développement de notre coopération en Hongrie, en matière de recherche, enseignement supérieur et technique et formation professionnelle pour l'année 1992**. Ministère de l'Agriculture, DRAC, 15 pages + annexes

RIVOLLIER G. (1991). - **Aperçus sur les formations agricoles dans l'enseignement supérieur hongrois**. Ambassade de France en Hongrie, Service Culturel et Scientifique, HUN/ST/DN/91.06.

VARADY K. **Possibilités de formation supérieure et post-universitaire dans les établissements de l'enseignement supérieur agricole en Hongrie**, Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation, Maison d'édition des livres d'Agriculture, Budapest, 54 pages.

Documents divers de présentation des établissements.